

RAPPORT N° 18
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
sur le postulat N° 245.00
Stéphane Gmünder/Pierre-Noël Bapst
«Se doper, c'est tricher!»

25 juin 2002

1. INTRODUCTION

Le 19 octobre 2000, les députés Stéphane Gmünder et Pierre-Noël Bapst ont déposé et développé un postulat demandant de l'Etat information et éducation en matière de dopage à l'école et dans les sociétés sportives. L'accent devrait être mis sur la prévention du dopage sportif auprès des enfants, des adolescents et des adultes qui s'en occupent.

Dans sa réponse du 10 avril 2001, le Conseil d'Etat a signalé la complexité du problème et constaté que le grand nombre et la diversité des facteurs à risques (entourage sportif et familial, disponibilité des produits dopants, caractère des sportives et sportifs) font que les différentes situations de vie peuvent être facilement mises en relation avec le dopage. Il a attiré l'attention sur l'importance de l'éducation de la santé dans les milieux sportifs et scolaires et a énuméré un certain nombre d'actions préventives existantes.

Le postulat a été pris en considération par le Grand Conseil le 9 mai 2002.

2. LA NOUVELLE SITUATION: MODIFICATION DE LA LOI FÉDÉRALE ENCOURAGEANT LA GYMNASTIQUE ET LES SPORTS

Le 1^{er} janvier 2002, la modification de la loi encourageant la gymnastique et les sports est entrée en vigueur: la prévention, les contrôles et les dispositions pénales en sont les points forts.

Art 1 let. h

La présente loi vise à encourager la gymnastique et les sports dans le but de favoriser le développement de la jeunesse, ainsi que la santé et les aptitudes physiques de la population en général. A cet effet, la Confédération lutte contre l'usage abusif de produits et de méthodes destinés à accroître les performances physiques dans le sport (dopage).

Art. 11b Prévention du dopage

La Confédération encourage la prévention du dopage par la formation, l'information, les conseils, la documentation et la recherche.

Art. 11c Liste des produits et des méthodes de dopage

- Le Département dresse, dans une ordonnance, la liste des produits et des méthodes dont l'usage, dans certaines disciplines sportives, est considéré comme dopage.
- Ce faisant, il tient compte des développements sur le plan international.

Art. 11d Activités interdites

Il est interdit:

- de fabriquer, d'importer, d'acquérir pour des tiers, de distribuer, de prescrire et de remettre des produits destinés au dopage;
- d'appliquer des méthodes de dopage à des tiers.

Art. 11e Contrôles

- Les organisations sportives nationales, l'association faitière compétente et les organisations responsables de manifestations sportives qui sont soutenues en vertu de la présente loi, sont tenues de pourvoir, dans leur domaine, aux contrôles antidopage nécessaires.
- La Confédération peut soutenir financièrement les organes responsables en matière de contrôle antidopage.
- Le Conseil fédéral fixe les exigences minimales auxquelles doivent satisfaire les contrôles et règle leur surveillance. Si ces exigences minimales ne sont pas satisfaites, les subventions visées à l'article 10 al. 1 peuvent être réduites ou refusées.

Art. 11f Disposition pénale

- Quiconque fabrique, importe, acquiert par des tiers, distribue, prescrit ou remet des produits dopants ou applique des méthodes de dopage à des tiers, est passible de l'emprisonnement ou d'une amende de 100 000 francs au plus.
- La poursuite pénale relève de la compétence des cantons.

En parallèle à la réglementation étatique du problème de dopage, le Parlement du sport (organe dirigeant de l'organisation faitière Swiss Olympic) a voté le 10 novembre 2001 une modification fondamentale de la réglementation pénale. En effet, depuis du 1^{er} janvier 2002, il appartient à une autorité pénale centrale et indépendante, le Conseil de discipline pour les cas de dopage, de juger en première instance tous les cas de dopage en Suisse. Les fédérations sportives ont ainsi délégué leur droit de sanction à cette autorité pénale. Il est prévu que le Tribunal arbitral du sport (TAS), à Lausanne, ou une autorité pénale de la fédération internationale concernée traite les cas en deuxième instance.

COMMENTAIRE concernant les nouvelles dispositions légales:

L'article 11b est un élément clé de la loi. La loi, en effet, ne se contente pas de formuler des interdictions, mais accorde également beaucoup d'importance à la prévention dans le sens large du terme: formation, conseils, documentation (information) et recherche sont énumérés d'une manière explicite. Les articles 11d et 11e stipulent un autre principe important: ces articles visent l'entourage du sportif; la loi ne sanctionne pas la consommation de produits dopants, cette responsabilité restant du ressort du sport de droit privé. La Confédération entend soutenir financièrement les contrôles et garantir la qualité des contrôles antidopage (système d'assurance de qualité). L'office fédéral du sport (OFSP) a développé une stratégie qui repose sur trois piliers: les contrôles, l'éducation et l'information ainsi que la recherche. Trois domaines clés ont été créés par l'OFSP: DOPINGinfo, CLEAN SPORTinfo et «NoExcuses». Sous DOPINGinfo sont publiés des informations et des moyens didactiques concernant les nombreux aspects du dopage. Destinés à des publics cible spécifiques (site internet www.dopinginfo.ch, brochures, moyens audiovisuels tels que DVD et CD-ROM, un aide-mémoire pour les athlètes), il s'agit de documents déjà disponibles ou disponibles au courant de l'année 2002.

Sous CLEAN SPORT *info* sont traités des thèmes actuels du domaine du sport concernant des substances et des méthodes posant problème et ne figurant pas sur la liste des produits dopants. Si des personnes recourent à des produits dopants en dehors du sport de compétition réglementé, on ne parlera plus de dopage mais de mauvaise utilisation ou d'abus de médicaments. Une brochure éditée prochainement expliquera à l'athlète du sport populaire les effets des médicaments et le rendra attentif aux dangers de la mauvaise utilisation des médicaments (spécialement des médicaments anti-douleurs).

Sous NoEXCUSES sont publiés des informations et des moyens didactiques comprenant des suggestions et des expériences en vue de la préparation de leçons sur le thème du dopage dans différentes branches scolaires (degré secondaire I et II). Les enseignants des degrés secondaires I et II trouveront sur le site www.no-excuses.ch des informations complémentaires, des cours et des réunions organisés dès l'année scolaire 2002–2003 (la version en français du site est prévue à une date ultérieure).

Pour tenir compte de l'importance de la prévention dans le cadre de la formation, l'OFSPPO a déclaré la prévention de dopage comme objectif de la formation de ses instituts de formation: Haute école spécialisée, formation Jeunesse+Sport et formation des entraîneurs Swiss Olympic.

3. LES EFFETS CONCRETS SUR NOTRE CANTON

3.1 Education à la santé à l'école

Tout les experts sont de l'avis qu'une prévention en matière de dopage doit être comprise dans l'approche globale de la promotion de la santé; le rôle important que l'école joue dans la prévention a été décrit d'une manière détaillée dans la réponse au postulat.

Nous constatons que nos écoles – notamment aux degrés secondaires I et II – répondent déjà aux exigences de la nouvelle législation fédérale, que l'enseignement interdisciplinaire fonctionne, que l'intégration dans l'éducation générale est réalisée ou en voie de réalisation (p.ex. promotion de la compétence sociale et personnelle). Le message central à faire passer, s'agissant du dopage, est le suivant: «Avant de penser à tricher et à prendre des produits interdits et nuisibles pour améliorer nos performances, commençons par exploiter totalement notre potentiel.»

Dans le cadre du programme fédéral «NoExcuses» sera mis à disposition dès l'année scolaire 2002–2003 du nouveau matériel pédagogique s'adressant aux élèves et enseignants des degrés secondaires I et II; ces moyens d'enseignement donneront certainement un nouvel élan à l'éducation à la santé: les enseignants chargés de la promotion de la santé y trouveront un appui efficace, ils pourront encore mieux lier entre eux les différents domaines de l'éducation à la santé (nicotine, alcool, nourriture) et atteindre plus facilement l'objectif de «l'auto-responsabilité»; les écoles du degré secondaire II trouveront une nouvelle matière et des nouvelles idées pour les travaux de maturité, la branche complémentaire SPORT et son unité d'enseignement («prévention des toxicomanies/drogues») est revalorisée.

Les inspecteurs de l'éducation physique sont chargés de diffuser aux écoles les moyens d'enseignement et les informations, de proposer des cours de formation et de perfectionnement adaptés aux besoins, de coordonner les efforts de l'école avec ceux du conseil de la santé, de la

commission de la planification de la santé et de la commission des toxicodépendances et de collaborer étroitement en matière prévention du dopage avec l'institution «Jeunesse+Sport» (OFSPPO). Les futurs conseillers pédagogiques auront un rôle important à jouer en matière de prévention.

3.2 Education à la santé dans le cadre du sport de droit privé

Le sport de droit privé – encouragé par l'Office fédéral du sport – met l'accent de l'éducation à la santé sur la formation des monitrices et moniteurs et des entraîneurs; le grand nombre de monitrices et moniteurs Jeunesse+Sport actifs est garant d'un effet «boules de neige» auprès des adolescents qui leur sont confiés, ils sont les meilleurs multiplicateurs. Les cours de formation Jeunesse+Sport mettent l'accent sur une éducation générale et complète à la santé avec les thèmes spéciaux «prévention aux toxicomanies» et «compétence personnelle» ainsi que sur une prévention spécifique aux drogues et au dopage.

«Prévention du dopage à travers la formation» est le slogan de la formation modulaire des entraîneurs Swiss Olympic et de la Haute école spécialisée de Macolin (groupe cible «maîtres de sport»).

Avec les bases légales entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2002, la Confédération a créé des conditions cadres qui permettent au sport du droit privé d'assumer une responsabilité globale dans le cadre de la lutte contre le dopage. Le service cantonal des sports et de l'éducation physique assume sa responsabilité dans le cadre des activités des inspecteurs d'éducation physique (cf. ci-dessus) et des cours de formation et de perfectionnement Jeunesse+Sport: année après année environ 1000 monitrices et moniteurs fribourgeois participent à des cours d'un à six jours lors desquels les thèmes dépendances, drogues, compétence personnelle et dopage sont régulièrement traités; les monitrices et moniteurs servent ensuite comme multiplicateurs auprès d'environ 30 000 enfants et adolescents.

Diverses actions se prêtent idéalement à la prise de conscience de la population d'une manière générale et des jeunes d'une manière spécifique des dangers et des effets nocifs des drogues et du dopage; ces actions pourraient au mieux provoquer un changement des habitudes: Allez Hop est un programme de promotion du mouvement, La Ola un programme de prévention des toxicomanies des fédérations et sociétés sportives; le Blue Cocktail Bar est le dernier-né de ce projet, un bar «fun» avec des boissons «fun» sans alcool. Il s'agit – en collaboration avec l'Association fribourgeoise des sports – de faire encore mieux connaître ces projets auprès des associations sportives et des clubs.

4. CONCLUSIONS

Oui, se doper, c'est se mentir à soi-même; le dopage doit être combattu, la course pharmacologique avec l'augmentation de la performance comme but doit être stoppée; toute une série d'arguments des domaines de la santé et de l'éthique appuient le Conseil d'Etat dans cette constatation:

Santé : Tout médicament, développé pour combattre une maladie spécifique, met en danger le consommateur s'il est utilisé pour augmenter la performance.

L'institution du dopage sous contrôle médical n'est pas une solution non plus; la prescription

de médicaments, conçus pour combattre la maladie, à des personnes en bonne santé est injustifiable du point de vue thérapeutique et interdit par la loi.

Ethique: La compétition sportive, la comparaison réglementée de la performance, serait faussée, les sportifs qui n'emploient pas le dopage n'auraient plus aucune chance de se classer aux places d'honneur.

Le Conseil d'Etat saisit l'occasion de se prononcer formellement contre toute libéralisation du dopage; il s'oppose également à toute permission de dopage aux athlètes professionnels adultes sous supervision médicale, étant donné que nombre de sports sont pratiqués à un niveau extrêmement élevé déjà par des mineurs.

Depuis la prise en considération du postulat, la nouvelle loi fédérale est entrée en vigueur; elle sera à l'avenir le fil rouge en matière de prévention et de lutte contre le dopage.

Le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil de prendre acte de ce rapport.

BERICHT Nr. 18
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Postulat Nr. 245.00
Stéphane Gmünder/Pierre-Noël Bapst
«Doping ist Selbstbetrug»

25. Juni 2002

1. EINLEITUNG

Am 19. Oktober 2000 haben die Grossräte Stéphane Gmünder und Pierre-Noël Bapst ein Postulat eingereicht und begründet. Darin verlangen sie vom Staat Information und Erziehung über Doping in Schule und Sportverein mit dem Akzent auf Prävention des Sportdopings bei Kindern, Jugendlichen und den sie betreuenden Erwachsenen.

Der Staatsrat hat in seiner Antwort vom 10. April 2001 auf die Komplexität der Problemstellung hingewiesen und festgehalten, dass die zahlreichen und vielfältigen Risikofaktoren (sportliches und familiäres Umfeld, Verfügbarkeit der Dopingprodukte, Charakter der Sportlerinnen und Sportler ...) dazu führen, dass die verschiedensten Lebensbereiche mehr oder weniger eng mit Doping in Verbindung gebracht werden können. Er wies speziell auf die Bedeutung der Gesundheitserziehung in Sport- und Schulkreisen hin und zählte eine Reihe von bestehenden Präventivaktionen auf.

Das Postulat ist am 9. Mai 2001 vom Grossen Rat überwiesen worden.

2. DIE NEUE SITUATION: GEÄNDERTES BUNDESGESETZ ÜBER DIE FÖRDERUNG VON TURNEN UND SPORT

Am 1. Januar 2002 ist das Bundesgesetz vom 17. März 1972 (SR 415.0) über die Förderung von Turnen und Sport angepasst worden: die Prävention, die Kontrollen und die Strafbestimmungen sind die Eckpfeiler.

Art. 1 Bst. h

Dieses Gesetz bezweckt, Turnen und Sport im Interesse der Entwicklung der Jugend, der Volksgesundheit und der

körperlichen Leistungsfähigkeit zu fördern. Hierzu trifft der Bund folgende Massnahmen: er bekämpft den Missbrauch von Mitteln und Methoden zur Steigerung der körperlichen Leistungsfähigkeit im Sport (Doping).

Art. 11b Dopingprävention

Der Bund fördert die Dopingprävention durch Ausbildung, Information, Beratung, Dokumentation und Forschung.

Art. 11c Dopinglisten und Methoden des Dopings

- Das Departement listet durch Verordnung die Mittel und die Methoden auf, deren Verwendung in bestimmten Sportarten als Doping gelten.
- Es berücksichtigt bei der Festlegung die internationale Entwicklung.

Art. 11d Verbotene Handlungen

Verboten ist

- das Herstellen, Einführen, Vermitteln, Vertreiben, Verschreiben und Abgeben von Mitteln zu Dopingzwecken;
- das Anwenden von Methoden zu Dopingzwecken an Dritten.

Art. 11e Kontrollen

- Nationale Sportorganisationen, der zuständige Dachverband und Trägerschaften sportlicher Veranstaltungen, die im Rahmen dieses Gesetzes gefördert werden, sind verpflichtet, in ihrem Bereich für die notwendigen Dopingkontrollen zu sorgen.
- Der Bund kann die zuständigen Kontrollorgane für die Dopingkontrollen finanziell unterstützen.
- Der Bundesrat regelt die Mindestanforderungen an die Kontrollen sowie deren Überwachung. Bei Nichterfüllen dieser Mindestanforderungen können die Bundesbeiträge nach Artikel 10 Abs. 1 gekürzt oder verweigert werden.

Art. 11f Strafbestimmungen

- Wer Mittel zu Dopingzwecken herstellt, einführt, vermittelt, vertreibt, verschreibt oder abgibt oder Methoden zu Dopingzwecken an Dritten anwendet, wird mit Gefängnis oder mit Busse bis zu 100'000.- Franken bestraft.
- Die Strafverfolgung ist Sache der Kantone.

Parallel zu dieser staatlichen Regelung der Dopingproblematik, hat am 10. November 2001 das Sportparlament (oberstes Organ der Dachorganisation Swiss Olympic) einer grundlegenden Änderung der Strafordnung zugestimmt: seit dem 1. Januar 2002 beurteilt eine unabhängige und zentrale Sport-Strafbehörde alle Dopingfälle der Schweiz in erster Instanz. Damit haben die einzelnen Sportverbände ihr Sanktionsrecht an diese Behörde delegiert. Als zweite Instanz ist das internationale Sportschiedsgericht, das «Tribunal Arbitral du Sport» (TAS) in Lausanne, oder eine Strafbehörde des betroffenen internationalen Verbandes vorgesehen.

KOMMENTAR zu den neuen gesetzlichen Bestimmungen

Als Kernpunkt der neuen Gesetzgebung kann der Art. 11b genannt werden; erstmals werden nicht nur Handlungen verboten, sondern der Prävention im weitesten Sinne wird ein wichtiger Stellenwert eingeräumt, Ausbil-

dung, Beratung, Dokumentation (Information) und Forschung werden ausdrücklich genannt. Art. 11d und 11e schreiben einen weiteren wichtigen Grundsatz fest: die gesetzlichen Bestimmungen haben die Bestrafung des Umfeldes und nicht der Sporttreibenden zum Ziel. Letztere werden vom privatrechtlichen Sport kontrolliert und gegebenenfalls bestraft, der Bund beschränkt sich auf finanzielle Unterstützung verbunden mit einem Qualitätssicherungssystem betreffend die Kontrollen.

Das Bundesamt für Sport (BASPO) hat eine Drei-Säulen-Strategie entwickelt: Kontrollen, Erziehung und Information, Forschung. Drei Kernbereiche dazu sind vom BASPO geschaffen worden: DOPINGinfo, CLEAN SPORTinfo und «NoExcuses».

Unter DOPINGinfo erscheinen zielgruppenspezifische Informations- und Lehrmittel zu den vielschichtigen Aspekten des Dopings im Sport (Webseite www.dopinginfo.ch, Broschüren, audiovisuelle Medien wie DVD und CD-ROM, ein «Booklet» für Sporttreibende); es handelt sich dabei um Unterlagen, die bereits erschienen sind oder 2002 noch erscheinen werden.

Unter CLEAN SPORTinfo werden aktuelle Themen im Sport aufgearbeitet, welche problematische Substanzen und Methoden betreffen, die nicht auf der Dopingliste stehen. Oft konsumieren Breitensportler die gleichen oder ähnlichen Produkte wie Leistungssportler; es wird dann nicht mehr von «Doping» sondern vom falschen Einsatz von Medikamenten, von Medikamentenmissbrauch gesprochen. Eine demnächst erscheinende Broschüre soll den Breitensportlerinnen und -sportlern die Wirkungsweise von Medikamenten erklären und sie auf die Gefahren des Medikamentenmissbrauchs (insbesondere Schmerzmittel) aufmerksam machen.

Unter «No EXCUSES» erscheinen Lehr- und Informationsmittel mit Anregungen und Erfahrungen zur Gestaltung von Schulunterricht zum Thema Doping in verschiedenen Fächern und fächerübergreifend (Sekundarstufe I und II). Die Webseite www.no-excuses.ch und ergänzende Informationen auf www.schulimpuls.ch richten sich an Lehrpersonen der Sekundarstufen I und II, spezielle Tagungen und Kurse sind ab dem Schuljahr 2002–2003 vorgesehen.

Um dem Präventions-Standard «Ausbildung» gebührend Rechnung zu tragen, ist die Dopingprävention vom BASPO zum Ausbildungsziel der Ausbildungsinstitutionen erklärt worden: Fachhochschule, Jugend+Sport-Ausbildung und Trainer-Ausbildung Swiss Olympic werden einbezogen.

3. KONKRETE AUSWIRKUNGEN AUF UNSEREN KANTON

3.1 Gesundheitserziehung in der Schule

Alle Experten sind sich einig, dass eine wirksame Dopingprävention in den Kontext der allgemeinen Gesundheitserziehung einzubetten ist; über die wichtige Rolle, die den Schulen in diesem Zusammenhang zukommt, haben wir bereits in der ausführlichen Beantwortung des Postulats informiert.

Wir stellen fest, dass in unseren Schulen – insbesondere in den Sekundarstufen I und II – den Anforderungen der neuen Bundesgesetzgebung voll nachgelebt wird, dass der geforderte fächerübergreifende Unterricht funktioniert, dass die Einbettung in den allgemeinen Erziehungsauftrag wo immer möglich und sinnvoll angestrebt wird (z.B. Förderung der Sozial- und Selbstkompetenz). Einigkeit besteht über die zu vermittelnde Kernbotschaft:

«Bevor wir an illegale, unfaire und schädliche Mittel zur Steigerung unserer Leistungsfähigkeit denken, schöpfen wir die uns eigenen Möglichkeiten voll aus.»

Im Rahmen des Bundesprogramms «NoExcuses» werden 2002/2003 neue Lehrmittel für Schüler und Lehrer der Sekundarstufe I und II erscheinen und der Gesundheitserziehung neue Impulse verleihen: die speziell mit der Gesundheitsförderung beauftragten Lehrkräfte werden damit in ihrer Arbeit unterstützt, sie werden die verschiedenen Gebiete der Gesundheitserziehung (Rauchen, Alkohol, Essverhalten...) noch besser miteinander verknüpfen können und das im Lehrplan fixierte Ziel «Eigenverantwortung übernehmen» noch besser erfüllen können; die Mittelschulen werden neuen Stoff und neue Ideen erhalten für die Matura-Arbeiten, die spezielle Unterrichtseinheit des Ergänzungslehrgangs SPORT zur Problematik «Suchtprävention/Drogen» erfährt eine Aufwertung.

Die Inspektoren für Sport und Sportlerziehung werden beauftragt, geeignete Lehrmittel und Informationen an die Schulen weiterzugeben, bedürfnisgerechte Aus- und Fortbildungskurse anzubieten, die Anstrengungen der Schule mit derjenigen des Gesundheitsrates, der Kommission für Gesundheitsplanung und der Kommission zur Bekämpfung der Suchtmittel-Abhängigkeit zu koordinieren und in der Dopingprävention eng mit der Institution Jugend+Sport (BASPO) zusammenzuarbeiten. Die zukünftigen pädagogischen Berater werden in der Prävention eine wichtige Rolle spielen.

3.2 Gesundheitserziehung im privatrechtlichen Sport

Der privatrechtliche Sport setzt – unterstützt vom Bundesamt für Sport – in der Gesundheitserziehung den Akzent auf die Ausbildung von Leiterinnen und Leitern, Trainerinnen und Trainern; allein die vielen aktiven Jugend- und Sportleiterinnen und -leiter garantieren den erwünschten Schneeballeffekt bei den ihnen anvertrauten Jugendlichen, sie sind ideale Multiplikatoren. Die Jugend+Sport-Ausbildungskurse setzen einerseits auf die allgemeine und umfassende Gesundheitserziehung mit den Spezialthemen Suchtprävention und Selbstkompetenz und andererseits auf eine spezielle Drogen- und Dopingprävention.

«Dopingprävention durch Ausbildung» heisst der Slogan der modularen Trainerausbildung von Swiss Olympic und der Fachhochschule Magglingen (Zielgruppe «Sportlehrerinnen und Sportlehrer»).

Mit den am 1. Januar 2002 in Kraft getretenen neuen gesetzlichen Bestimmungen schafft der Bund Rahmenbedingungen, die es dem privatrechtlichen Sport erlauben, die ihm anvertraute Gesamtverantwortung in der Dopingbekämpfung wahrzunehmen.

Die kantonale Abteilung für Sport- und Sportlerziehung nimmt ihre Verantwortung über die von der Sektion Jugend+Sport durchgeführten Jugend+Sport-Aus- und Fortbildungskurse wahr: Jahr für Jahr nehmen um die 1000 Freiburger Leiterinnen und Leiter an den ein- bis sechstägigen Kursen teil, an denen die Themen Sucht, Drogen, Selbstkompetenz und Doping in regelmässigen Abständen behandelt werden und aus denen heraus die Leitenden als Multiplikatoren auf ungefähr 30 000 Kinder und Jugendliche wirken.

Wir erinnern noch daran, dass verschiedene konkrete Aktionen sich ausgezeichnet eignen, die Bevölkerung im Allgemeinen und die Jugendlichen im Besonderen auf die Gefahren und schädlichen Einflüsse von Drogen und Doping aufmerksam zu machen, ja die gewünschte Ver-

haltensänderung herbeizuführen: *Allez Hop* ist ein Bewegungsförderungsprogramm, *La Ola* ein Suchtpräventionsprojekt der Sportverbände und -vereine; *die Blue Cocktail Bar* ist das neuste Kind dieses Projekts, eine Fun-Bar mit Fun-Getränken ohne Alkohol. In Zusammenarbeit mit dem Freiburger Verband für Sport gilt es, diese Projekte in den Sportverbänden und -vereinen noch besser bekannt zu machen.

4. FOLGERUNGEN

Ja, Doping ist tatsächlich Betrug an sich selbst und muss bekämpft werden, der pharmakologische Wettlauf zur Leistungssteigerung ist zu stoppen; es gibt gewichtige gesundheitliche und ethische Argumente, die den Staatsrat in dieser Feststellung bestärken:

Gesundheitlich: Wenn Medikamente, die gegen spezifische Krankheiten entwickelt worden sind zur Leistungssteigerung im Sport eingesetzt werden, bewirken sie eine Gesundheitsgefährdung.

Auch die Abgabe von Dopingmitteln unter ärztlicher Aufsicht ist keine Lösung; die Abgabe von Medikamenten,

welche gegen Krankheiten entwickelt wurden, an gesunde Personen ist medizinisch nicht vertretbar und gesetzlich verboten.

Ethisch:

Der sportliche Wettkampf, der reglementierte Vergleich der Leistungsfähigkeit, würde verfälscht, Sporttreibende ohne Verwendung von Doping hätten keine Chance mehr auf Spitzenplätze.

Der Staatsrat benützt diese Gelegenheit, sich in aller Form gegen eine Freigabe von Doping auszusprechen; auch eine Freigabe an Erwachsene unter ärztlicher Aufsicht ist keine Lösung, da viele Sportarten bereits im Jugendalter auf sehr hohem Niveau betrieben werden. Seit der Überweisung des Postulats ist das neue Bundesgesetz in Kraft getreten; es ist in Zukunft wegweisend in Prävention und Kampf gegen Doping.

Der Staatsrat schlägt dem Grossen Rat vor, diesen Rapport zur Kenntnis zu nehmen.
